
Rapport du président du Comité d'audit sur la cent soixante-dixième réunion

Cote du document: EB 2023/139/R.24

Point de l'ordre du jour: 11 e)

Date: 12 septembre 2023

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: INFORMATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à prendre note des informations contenues dans le présent document.

Questions techniques:

Advit Nath

Directeur et Contrôleur
Division du Contrôleur financier
courriel: a.nath@ifad.org

Claudia ten Have

Secrétaire du FIDA
Bureau de la Secrétaire
courriel: c.tenhave@ifad.org

Résumé

1. Le Comité d'audit a examiné l'aperçu du programme de travail et des budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2024, ainsi que les perspectives de la stratégie budgétaire à moyen terme pour 2025-2026, et l'aperçu du budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2024 et du plan indicatif pour 2025-2026 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, qui seraient présentés à la cent trente-neuvième session du Conseil d'administration pour examen.
2. Le Comité d'audit a en outre examiné le rapport de situation sur le plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2023.

Rapport du président du Comité d'audit sur la cent soixante-dixième réunion

1. La cent soixante-dixième réunion du Comité d'audit s'est tenue le 6 septembre 2023 en mode hybride.

Point 2 de l'ordre du jour – Adoption de l'ordre du jour (AC 2023/170/R.1) – pour approbation

2. L'ordre du jour a été adopté après inscription des points suivants:

Point 6 de l'ordre du jour – Rapports financiers régulièrement soumis au Conseil d'administration

- Présentation orale d'informations sur les Treizième et Douzième reconstitutions des ressources du FIDA

Point 7 de l'ordre du jour – Questions diverses

- Examen d'un rapport d'audit interne en séance à huis clos

Le Comité d'audit a en outre noté que la présentation d'un compte rendu sur la supervision de la fonction de déontologie du FIDA avait été reportée à la réunion de novembre.

Point 3 de l'ordre du jour – Aperçu général du programme de travail et des budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2024 et aperçu du budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2024 et du plan indicatif pour 2025-2026 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (AC 2023/170/R.2)

3. La direction a présenté ce point de l'ordre du jour, notant qu'elle s'appuierait sur les précieux conseils donnés par les membres du Comité d'audit lors de réunions bilatérales et sur un processus continu d'inclusion et de consultation pour élaborer le budget et en établir la forme définitive.
4. La direction a évoqué la transformation du FIDA au cours des années précédentes, qui permettait à ce dernier d'exécuter un portefeuille plus large et plus complexe dans le cadre d'un budget à croissance réelle nulle, et a souligné que, au cours des deux premières années couvertes par la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), l'augmentation des ressources administratives avait offert la possibilité d'investir dans des priorités essentielles telles que la décentralisation et les réformes institutionnelles, conformément à la trajectoire stratégique à long terme du Fonds vers un approfondissement de l'impact.
5. La direction a confirmé que la proposition de budget pour 2024 restait bien axée sur l'exécution des programmes et la décentralisation, notant que le programme de prêts et dons pour 2024 était estimé à 1,5 milliard d'USD et que les opérations de décentralisation prévues renforceraient encore la présence du Fonds dans les bureaux de pays, tout en garantissant une utilisation optimale des ressources.
6. À l'aune du calendrier de mise en place des bureaux régionaux dans la région Asie et Pacifique et dans la région Amérique latine et Caraïbes, il était proposé d'envisager une hausse du budget pour 2024 en termes réels pouvant aller jusqu'à 1,9% – le budget total en termes nominaux devant s'élever à 183,5 millions d'USD, compte tenu d'une augmentation nette des prix d'environ 2,53%. Par ailleurs, le budget d'investissement pour 2024 serait compris entre 5,4 millions d'USD et 6,2 millions d'USD.
7. Le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) a présenté son budget-programme de travail pour 2024. Parmi les activités prévues au titre de ce programme de travail figuraient: le lancement d'une évaluation au niveau de l'institution de FIDA11 et de FIDA12, qui devrait être achevée en 2025; la réalisation d'une nouvelle évaluation thématique de l'appui du FIDA en matière de nutrition;

l'élaboration du Rapport annuel sur l'évaluation indépendante au FIDA; la réalisation d'évaluations des stratégies et programmes de pays et d'évaluations de la performance. À cette fin, le budget d'IOE pour 2024 a été estimé à 5,952 millions d'USD, contre 5,971 millions d'USD en 2023. Ce montant équivalait à 0,51% du volume du programme de prêts et dons du FIDA prévu pour 2024, soit une part inférieure au plafond de 0,9% fixé par le Conseil d'administration pour le budget d'IOE. En outre, il a été noté qu'IOE devait, en concertation avec le Bureau de la stratégie budgétaire du FIDA, évaluer le budget à allouer à son personnel occupant des postes d'administrateur ou de rang supérieur. Par ailleurs, les membres du Comité d'audit ont relevé que le Comité de l'évaluation avait transmis un retour d'information sur la taille du budget, dont IOE tiendrait compte. Ce dernier présenterait une version révisée de son budget à la session du Comité de l'évaluation en octobre et à la réunion du Comité d'audit en novembre.

8. Les membres du Comité d'audit ont accueilli avec satisfaction l'augmentation telle que proposée dans l'aperçu, car cette hausse est modérée et plus faible que celles observées ces dernières années, mais ils ont demandé des éclaircissements sur la décentralisation et les coûts connexes exceptionnels et récurrents, et sur la manière dont la hausse budgétaire proposée contribuerait à renforcer ladite décentralisation et la capacité du FIDA à exécuter l'intégralité de son programme prévu au titre de FIDA12 en 2024.
9. Dans le même ordre d'idées, le Comité a également encouragé la direction à mettre fortement l'accent sur la hiérarchisation des priorités, en particulier s'agissant des activités prévues pour 2024, des coûts connexes et des arbitrages envisageables, de manière à maîtriser les augmentations budgétaires. Les membres du Comité se sont également félicités de la progression du taux d'utilisation des crédits reportés.
10. Par ailleurs, dans l'objectif d'obtenir une proposition de budget solidement étayée, le Comité a souhaité que les informations sur les coûts réels et nominaux soient communiquées avec plus de transparence, notamment en ce qui concernait les différentes hypothèses d'inflation, les tendances et les informations sur le taux de vacance de postes, les frais de voyage et les frais afférents aux consultants et la budgétisation rationnelle.
11. La proposition de budget d'IOE a été jugée adéquate et bien étayée.
12. La direction a salué les observations des membres et donné les explications nécessaires, précisant que le document était un aperçu de l'enveloppe budgétaire pour 2024, et qu'il était prévu d'en confirmer et hiérarchiser les éléments avant d'établir une version définitive pour la réunion de novembre 2023.
13. La direction a indiqué que l'augmentation budgétaire proposée servirait entièrement à couvrir la hausse des coûts liés à la décentralisation, lesquels seraient en partie compensés par les économies et les arbitrages réalisés au regard de la situation de référence de 2023. En ce qui concernait les taux appliqués pour ajuster les coûts associés à la composante budgétaire des frais de personnel, la direction a expliqué que ces taux devraient rester inférieurs au taux d'inflation applicable à d'autres catégories de dépenses. La version définitive du budget contiendrait d'autres informations suffisamment détaillées, notamment sur la budgétisation rationnelle (coûts directs et indirects, par exemple).
14. En outre, la direction a noté que l'exécution des projets en 2023 avait posé de nombreux problèmes en raison de l'instabilité géopolitique, de la conjoncture économique mondiale, de la hausse des taux d'intérêt et de l'inflation, qui avaient parfois compromis ou retardé la conception des projets du FIDA. Point positif, la direction prévoyait que les ressources du FIDA fassent l'objet d'une forte demande au titre du programme de prêts et dons de 2024, à la fois au titre du Système d'allocation fondé sur la performance et du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées. La direction a indiqué que le FIDA continuerait d'appliquer une approche proactive de la réaffectation des ressources pour assurer l'efficacité de la

gestion du portefeuille et de la reprogrammation. Elle a annoncé au Comité d'audit la tenue prochaine d'un séminaire informel sur les tendances en matière de personnel et le taux de vacance de postes.

15. **Résultat et suite à donner.** Le document a été considéré comme examiné; lorsqu'elle établirait la version définitive du budget, la direction tiendrait compte des avis formulés à la cent soixante-dixième réunion du Comité d'audit. Le document serait soumis à la prochaine session du Conseil d'administration pour examen.

Point 4 de l'ordre du jour – Rapport de situation sur le plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2023 (AC 2023/170/R.3)

16. Le Bureau de l'audit et de la surveillance (AUO) a communiqué des informations actualisées sur les tendances récentes et les faits saillants des dernières activités d'audit et d'enquête. Il a noté que les activités reportées en 2022 avaient été achevées et que la plupart des missions prévues en 2023 seraient terminées d'ici à la fin de l'année. AUO avait audité la majeure partie des programmes de pays à haut risque au cours des trois années précédentes. On s'attendait à ce que les résultats des audits des programmes de pays en cours et à venir commencent à refléter les progrès considérables réalisés les années précédentes en matière de supervision des activités fiduciaires et de passation de marchés au titre des projets. Les travaux d'audit sur les aspects financiers et transactionnels des fonctions et processus opérationnels du FIDA avaient encore permis de confirmer la conformité et le respect des contrôles dans ces domaines. Le rythme de réception des plaintes pour faute professionnelle et corruption s'était accéléré en 2023. AUO a indiqué au Comité d'audit qu'il disposait désormais d'un personnel au complet et recevait l'intégralité des allocations budgétaires. Il a souligné que l'application de la politique de rotation obligatoire du personnel d'audit – une pratique qui n'était observée par aucune autre organisation des Nations Unies ou institution financière internationale – pourrait gravement entraver ses capacités d'audit et son aptitude à fonctionner avec l'indépendance requise, compte tenu aussi du fait que l'équipe d'audit du FIDA était petite et relativement nouvelle. Enfin, il a été noté que la première version du projet de rapport sur l'examen externe de la fonction d'audit interne devrait être publiée d'ici à la fin du mois de septembre.
17. Les membres du Comité d'audit ont salué le rapport de situation et ont demandé des éclaircissements sur la réalisation des travaux d'audit en 2023, les ressources d'AUO et l'augmentation des plaintes pour faute professionnelle et corruption. Ils sont convenus que le personnel d'AUO ne devait pas être soumis à une rotation obligatoire, car cette politique nuisait à l'objectivité et à l'indépendance du bureau dans le cadre de sa fonction de troisième ligne – une idée qui se vérifiait dans la pratique d'autres organismes des Nations Unies et institutions financières internationales.
18. AUO a confirmé que la majorité des rapports d'audit interne pour 2023 seraient achevés à la fin de l'année 2023 et que tous les rapports pour 2022 avaient déjà été publiés. Il a pris note des difficultés à tenir compte des modifications de calendrier et des priorités des entités auditées dans le cadre de la gestion des missions menées en parallèle. Il a reçu le budget restant demandé pour 2023. Nombre de plaintes pour faute professionnelle et corruption étaient liées à des programmes de pays exécutés dans des situations de fragilité. L'augmentation des signalements au cours de la période examinée s'expliquait notamment par les nombreux problèmes recensés et signalés par les équipes d'audit dans le cadre de plusieurs audits de programmes de pays à haut risque, ainsi que par les nombreuses plaintes externes reçues que la présence des équipes d'audit sur le terrain avait facilitées. AUO se coordonnait déjà avec les bureaux d'audit d'autres entités des Nations Unies lorsque les activités d'audit risquaient de se chevaucher, et poursuivait cette collaboration dans le cadre du prochain audit du programme de pays pour l'Éthiopie. Certaines recommandations hautement prioritaires restées en souffrance avaient été ramenées

à un niveau de priorité normal chaque fois qu'AUD avait estimé que les mesures déjà prises par les divisions responsables avaient permis d'atténuer partiellement les risques recensés.

19. **Résultat et suite à donner.** Le document a été considéré comme examiné; une version révisée du rapport serait publiée à l'issue de la réunion.

Point 5 de l'ordre du jour – Projet d'ordre du jour provisoire de la cent soixante et onzième réunion du Comité d'audit (AC 2023/170/R.4)

20. Le Comité d'audit a examiné le projet d'ordre du jour provisoire de sa cent soixante et onzième réunion, qui se tiendrait en novembre 2023, en prenant note des points suivants:

- Informations actualisées sur la décentralisation du FIDA;
- Informations actualisées sur la Politique de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et sur les activités de contrôle;
- Examen de la suite donnée à la réponse de la direction sur l'évaluation au niveau de l'institution 2018 de l'architecture financière du FIDA;
- Rapport sur la gestion actif-passif jusqu'en juin 2023;
- Supervision de la fonction de déontologie du FIDA.

21. **Résultat et suite à donner.** Le projet d'ordre du jour provisoire a été considéré comme examiné.

Point 6 de l'ordre du jour – Rapports financiers régulièrement soumis au Conseil d'administration

Présentation orale d'informations sur les Treizième et Douzième reconstitutions des ressources du FIDA

22. La direction a présenté oralement des informations actualisées sur l'état des contributions à FIDA12 et le niveau des annonces de contributions déjà reçues pour FIDA13.

Point 7 de l'ordre du jour – Questions diverses

23. Le rapport d'audit interne suivant a été examiné en séance à huis clos:
- a) IAR/23/06 – Audit de la supervision du programme de pays en République démocratique du Congo